

CONTRIBUTION LIBRE

3 solutions pour transformer la France

par des amoureux de la liberté



----- EDITO

La France est secouée par une colère profonde.

Chacun de nous voit bien autour de lui des problèmes et ressent un besoin de changement. Nous entendons aussi beaucoup de lamentations mais peu de solutions. Le Grand Débat permet de se poser les vraies questions et, pour une fois, de tout mettre sur la table. C'est un moment rare dans une démocratie et une belle opportunité pour faire émerger des idées fraîches et audacieuses.

Le monde autour de nous se transforme rapidement. L'économie, la science, le climat, les technologies et nos modes de vie changent. L'Etat n'a pas su s'adapter à ce nouveau monde. Il continue de fonctionner dans le passé. Son immobilité crée un décalage de plus en plus grand entre les missions que nous attendons de lui, et pour lesquelles nous le finançons, et ses résultats.

Il faut donner plus de pouvoir aux élus locaux pour faire vivre la démocratie là où elle est le plus proche des citoyens. Il faut aussi permettre à l'Etat de mieux gérer ses effectifs afin de gagner en souplesse et en efficacité. **Il faut enfin donner à chaque citoyen sans exceptions les moyens décents de vivre sa vie** et donc de pouvoir choisir sa place dans notre société.

Comment ? Grâce à trois idées concrètes, nouvelles et radicales.

Il faut redistribuer le pouvoir politique en France : moins le concentrer dans des ministères parisiens et davantage le répartir sur le territoire national. C'est au niveau local que se vit et se joue l'essentiel de la démocratie. Grâce à l'autonomie fiscale, donnons aux maires les moyens de lever leurs impôts. Ils pourront ainsi gérer leurs propres ressources sans devoir aller faire la manche à Paris en permanence. Facilitons aussi l'organisation des référendums locaux pour mieux associer les citoyens à la décision politique.

L'Etat doit être au service de ses citoyens et non l'inverse. C'est aussi vrai pour les millions de fonctionnaires qui ont la lourde tâche de faire tourner nos services publics. Supprimons le statut de la fonction publique qui complique le recrutement et protège des « corps » dont les privilèges ne sont pas justifiés. Un Etat moderne doit pouvoir recruter dans le secteur privé, et vice-versa, pour gérer ses effectifs de la manière la plus efficace possible.

Enfin, notre société doit fournir à chacun un filet de sécurité pour couvrir nos besoins de base. Malgré des centaines de milliards d'euros et des dizaines d'allocations, l'Etat a échoué à éradiquer la pauvreté. Un revenu universel, versé automatiquement, sans conditions et à tous les citoyens à la fin de chaque mois est le meilleur moyen d'y parvenir. Il sera financé par un nouvel impôt sur le revenu, simplifié et proportionnel, payé par tout le monde dès le premier euro gagné.

1. AUTONOMIE FISCALE DES COLLECTIVITES LOCALES

L'Etat ne fait pas assez confiance au reste de la France pour se gouverner en dehors du périphérique parisien. **La plupart de nos pouvoirs politiques sont concentrés dans la capitale d'où les ministères pilotent la France.**

Il y a eu des périodes de décentralisation, avec certaines compétences rendues aux régions et départements, mais le portefeuille est resté à Paris. C'est là, dans des bureaux très loin du terrain, que sont décidés la plupart des budgets des régions, départements et mairies.

Comment un maire peut-il bien gérer sa commune quand quelqu'un d'autre, là-haut à Paris, décide de son budget ?

Les collectivités locales ont perdu le contrôle d'une majorité de leurs recettes. Elles doivent en permanence aller quémander à Paris la plupart de leurs finances. **Les élus locaux sont ainsi rabaissés à une position de faiblesse, une position humiliante.** Comment un maire peut-il bien gérer sa commune quand quelqu'un d'autre, là-haut à Paris, décide de son budget ? Comment peut-il rendre des comptes à ses électeurs s'il ne contrôle même pas ses ressources?

En refusant aux collectivités locales la liberté de gérer leurs propres finances, on empêche les maires de bien faire le travail pour lequel ils ont été élus. On leur enlève ainsi un important pouvoir de gestion. Ce sont pourtant eux qui sont au plus proche de nos préoccupations.

Plutôt que de snober les maires, il faut les valoriser et leur faire confiance. Grâce à l'autonomie fiscale, les communes doivent pouvoir gérer elles-mêmes leurs propres impôts et décider de leurs taux. Les impôts locaux resteront les mêmes partout en France mais leurs taux pourraient ainsi varier en fonction des besoins de chaque commune et du projet de chaque maire.

Les maires deviendraient ainsi autant responsables de leurs recettes que de leurs dépenses. Cela leur donnera les moyens de leurs ambitions et les rendra davantage responsables devant les citoyens lors des élections et des référendums locaux, dont le recours doit être étendu et facilité.

2. SUPPRIMER LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

En France, la plupart des fonctionnaires travaillent sous le statut de la fonction publique, c'est-à-dire qu'ils sont employés à vie après avoir été embauchés. Leur licenciement est possible mais très compliqué.

Nous avons besoin des fonctionnaires pour faire tourner nos services publics. Pourtant, malgré les 5 millions de fonctionnaires que compte la France, ces services nous paraissent dysfonctionnels. Il y a là clairement un problème d'efficacité.

Le statut de la fonction publique empêche l'Etat de gérer ses effectifs afin de mieux répondre aux attentes

des Français. Il ne permet pas de faire varier les effectifs selon la demande ou les territoires, c'est-à-dire de réduire le nombre de fonctionnaires dans certains domaines et d'en affecter de nouveaux dans d'autres.

Créé à la Libération dans un contexte économique complètement différent, le statut de la fonction publique est devenu aujourd'hui un boulet pour gérer les ressources humaines de l'Etat. Il justifie souvent des privilèges, notamment dans la haute fonction publique, grassement payés par nos impôts. **Il a instauré une forte inégalité entre salariés du privé et du public qui est devenue une véritable injustice.**

Le statut de la fonction publique justifie souvent des privilèges, notamment dans la haute fonction publique.

Supprimons une bonne fois pour toutes le statut de la fonction publique pour donner à l'Etat les moyens de mieux répondre aux besoins de ses citoyens.

Cela permettrait de mettre fin au recrutement sur concours et donc de pouvoir embaucher des fonctionnaires

par le biais du secteur privé et sous des formes plus standard. **La disparition des « corps » et leur remplacement par des filières professionnelles plus flexibles permettra aussi de faire rentrer du sang neuf dans les administrations.**

3. INSTAURER UN REVENU UNIVERSEL AUTOFINANCÉ

Malgré toutes les allocations, minima sociaux et des centaines de milliards d'euros de dépenses sociales, l'Etat échoue à venir à bout de la pauvreté. C'est parce que ces aides ressemblent trop à un catalogue illisible dont plus personne ne comprend les conditions et les seuils. **Un million de personnes éligibles aux aides sociales ne les demandent pas.**

Ce système ne parvient pas à atteindre ceux qui en ont le plus besoin. Pourtant, **le rôle de la société est aussi de donner à chacun de ses membres un filet de sécurité** permettant de couvrir ses besoins de base. Ce filet de sécurité lui permettra de réaliser ses choix personnels et professionnels en liberté.

Tout le monde touchera le revenu universel, mais tout le monde paiera l'impôt sur le revenu au 1er euro gagné.

Il est temps de mettre en place un mécanisme totalement nouveau : **un revenu universel de 500 euros, versé de manière inconditionnelle et automatique** à la fin de chaque mois sur le compte bancaire de chaque citoyen français. Pour financer ce revenu universel, il faut refonder la fiscalité de l'impôt sur le revenu pour créer un impôt proportionnel de 25% payé par tous dès le premier euro gagné. Ainsi, tout le monde touchera le revenu universel, mais tout le monde paiera l'impôt sur le revenu au 1er euro gagné.

Concrètement, une personne gagnant 1500 euros par mois de son travail payera 375 euros d'impôts (25%) mais touchera 500 euros de revenu universel, soit un plus de 125 euros à la fin du mois. Une

personne gagnant 3000 euros par mois de son travail payera 750 euros (25%) en impôts et touchera 500 euros en revenu universel, soit un solde négatif de 250 euros à la fin du mois.

Ce nouveau dispositif viendra se substituer au brouillard des minima sociaux et permettra donc de simplifier considérablement le fonctionnement de l'Etat. C'est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté sans décourager le travail : tout euro gagné par le travail permet d'augmenter son revenu de façon linéaire. Les citoyens auront ainsi le choix, et donc la responsabilité, d'organiser leur vie comme bon leur semble tout en ayant l'assurance d'un petit matelas de sécurité financière.

POUR ALLER + LOIN

[Autonomie fiscale des collectivités locales](#)

[Suppression du statut de la fonction publique](#)

[Mise en application d'un revenu universel](#)

www.generationlibre.eu

